

Un nouveau recteur pour l'Université publique du Burundi

PANA, 10 décembre 2014 Bujumbura, Burundi - Un nouveau recteur, Gaspard Banyankimbona (photo), a pris fonction, mardi, en remplacement de Gaston Hakiza, qui avait des difficultés pour gérer plus de deux mois de grève des cours à l'unique université publique du Burundi, basée à Bujumbura, suite à une incompréhension entre les étudiants et la tutelle sur une réforme des diplômes dans l'Enseignement supérieur au Burundi. La goutte d'eau qui a fait déborder le vase est la suppression du diplôme de licence de quatre ans qui sanctionnait jusqu'à la fin des études universitaires pour le remplacer par un baccalauréat au bout de trois ans d'études supérieures, puis un master complémentaire de deux ans et un doctorat de trois ans (BMD).

Les étudiants exigent un texte qui précise la valeur de ces nouveaux diplômes sur le marché local du travail. L'ancien recteur, Gaston Hakiza, a été convoqué par un décret du président, Pierre Nkurunziza après plus de 9 ans difficiles à la tête d'une université qui a multiplié des grèves, tant pour protester contre les mauvaises conditions de vie et d'études dans les campus surpeuplés et vétustes, tant contre la réforme de la bourse d'études et de stages. Son remplaçant jusqu'à occupait le poste de secrétaire permanent au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Plus récemment encore, il avait été désigné pour présider la commission chargée d'organiser les élections générales de l'Éducation dont les recommandations les plus innovantes ont porté sur l'octroi sélectif de bourses d'études et de stages d'excellence, selon qu'on est un étudiant brillant. Des "bourses stratégiques", quant à elles, sont données suivant les besoins du gouvernement en matière d'éducation, tandis que des étudiants «indigents» se verront octroyer des «bourses sociales». La recommandation n'a pas encore fait réagir les étudiants qui sont en débandade pour avoir été renvoyés des campus universitaires au lendemain même du début de leur interminable grève. L'autre recommandation des élections générales de l'Éducation consiste à faire de l'enseignement prioritaire des priorités pour le gouvernement.